

DJIBOUTI (Liste de surveillance de Catégorie 2)

Djibouti est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de travail forcé et de traite à des fins sexuelles. Selon certains rapports, certains des enfants des rues parmi les plus âgés agissent en proxénètes à l'encontre d'enfants plus jeunes. Des membres des forces armées étrangères en poste à Djibouti contribuent à la demande de femmes et de jeunes filles prostituées, parmi lesquelles se trouvent peut-être des victimes de la traite des personnes. Les enfants des rues, djiboutiens ainsi qu'éthiopiens et somaliens, sont parfois forcés par leurs parents ou d'autres proches à mendier pour compléter les revenus de la famille ; des enfants pourraient également être recrutés dans des pays étrangers pour mendier à Djibouti. Les enfants sont vulnérables au travail forcé en tant que domestiques et contraints de commettre des infractions mineures, telles que le vol. Selon les estimations, plus de 80 000 hommes, femmes et enfants en provenance de l'Éthiopie, de la Somalie et de l'Érythrée sont passés par Djibouti en tant que migrants économiques volontaires sans papier, à destination du Yémen et d'autres pays du Moyen-Orient. On ne connaît pas le nombre de ces migrants qui, une fois arrivés dans ces pays de destination, sont assujettis au travail forcé et à la traite sexuelle. Pendant leur séjour à Djibouti, qui peut être de longue durée, cette vaste population de migrants, y inclus des enfants des rues étrangers, est vulnérable à diverses formes d'exploitation et notamment à la traite des personnes. Certaines femmes et filles djiboutiennes et migrantes tombent victimes de la servitude domestique ou de la traite sexuelle à Djibouti-Ville, sur l'axe routier reliant Djibouti à l'Éthiopie, ou à Obock, principal point de départ vers le Yémen par la mer Rouge ou le golfe d'Aden. Certains migrants qui attendent d'être emmenés clandestinement dans d'autres pays peuvent être déplacés ou détenus contre leur gré et subir des agressions et de mauvais traitements à Djibouti. Les réseaux de passeurs, qui comprennent des ressortissants et des résidents djiboutiens, peuvent exiger des commissions exorbitantes ou kidnapper ou détenir des migrants, dont des femmes et des enfants, pour se faire payer des rançons, ce qui accroît la vulnérabilité de ces personnes à la traite et à la servitude pour dettes ; certains rapports indiquent que des migrantes ont été assujetties à la servitude domestique et à la prostitution forcée à Djibouti pour payer ces rançons. En outre, les rançons sont parfois versées par des trafiquants ayant leur base au Yémen ou en

Arabie saoudite qui, selon certains rapports prévoiraient d'exploiter les migrants à leur arrivée dans ces pays.

Le gouvernement de Djibouti ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il déploie des efforts appréciables dans ce sens. Rien n'indique que le gouvernement ait accru ses efforts pour lutter contre la traite des personnes par rapport à l'année précédente et est donc placé sur la liste de surveillance de la Catégorie 2 pour la troisième année consécutive. Le pays s'est toutefois vu accorder une dérogation pour ne pas être rétrogradé en Catégorie 3, son gouvernement disposant d'un plan écrit qui, s'il était mis en application, constituerait un effort appréciable pour satisfaire aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, et il s'est engagé à allouer des ressources suffisantes pour le mettre en application. Au cours de l'année, des responsables officiels, dont le Premier ministre, ont reconnu l'existence de la traite des personnes à Djibouti ; le gouvernement a manifesté un regain d'intérêt pour la lutte contre ce crime, notamment en établissant en mars 2014 un plan d'action national visant à cet objectif. Le ministère de la Justice a pris des mesures pour coordonner et focaliser ses efforts sur la lutte contre la traite ainsi que pour obtenir l'appui de bailleurs de fonds en faveur de projets de lutte contre la traite, en instituant un groupe de travail de haut niveau qui s'est réuni périodiquement et qui comprenait le procureur de la République, l'inspecteur général des Services judiciaires et le conseiller aux affaires étrangères du ministère de la Justice. Le gouvernement a élargi en 2013 son partenariat avec l'OIM pour y inclure des formations conjointes de fonctionnaires ainsi que la publication de matériels de sensibilisation. Le gouvernement a continué d'offrir des soins de santé de base aux migrants sans papiers mais n'a généralement pas reconnu leur vulnérabilité à la traite des personnes et n'a pas identifié ni protégé ceux d'entre eux qui étaient victimes de la traite à Djibouti. Le gouvernement n'a pas recueilli de statistiques sur les victimes de la traite des personnes et n'a pas fourni d'informations sur les victimes éventuellement identifiées en 2013. Bien que les autorités aient conclu à la culpabilité d'un trafiquant, celui-ci a été remis en liberté après qu'une décision rendue en appel lui eut imposé une peine de prison avec sursis, ce qui constitue un dissuasif peu efficace à la commission d'infractions à la législation sur la traite des personnes. Le gouvernement n'a pas mené d'enquêtes ni engagé de poursuites pour crimes de travail forcé ou de prostitution d'enfants au cours de l'année.

Recommandations à l'intention de Djibouti :

Établir sous forme définitive et appliquer le plan d'action national ; lors de la mise en œuvre des lois de répression de la traite des personnes, de l'identification des victimes et de la lutte contre la traite de façon générale, veiller à employer une large définition de la traite des personnes, conformément au Protocole de l'ONU contre la traite des êtres humains de 2000, définition qui ne repose pas sur des preuves de déplacements, mais plutôt sur l'exploitation de la victime ; collaborer avec les juges, les procureurs et la police pour mieux distinguer les cas de traite des personnes de ceux de trafic illicite de migrants étrangers ; veiller à l'application de la législation de lutte contre la traite en menant des enquêtes sur les auteurs de traite et en les poursuivant en justice, surtout ceux qui livrent des enfants à la prostitution, à la servitude domestique ou à d'autres crimes relatifs au travail forcé, et fournir des données sur les condamnations des trafiquants et les peines qui leur sont imposées ; intégrer un module concernant la traite des personnes dans le programme de formation obligatoire des nouveaux agents de police et gardes-frontières ; établir des politiques et des procédures pour que les responsables gouvernementaux, y compris les membres des forces de l'ordre, les agents de santé et les travailleurs sociaux, puissent identifier de façon proactive les victimes éventuelles de la traite, s'entretenir avec elles et les orienter vers des services d'accompagnement ; amplifier les mécanismes de prestation de services de protection aux victimes, peut-être en établissant des partenariats avec des ONG ou des organisations internationales ; former des partenariats avec des dirigeants religieux locaux pour les encourager à sensibiliser leurs fidèles à la traite des personnes ; et lancer une campagne nationale de sensibilisation relative à la lutte contre la traite des personnes.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement a déployé des efforts minimales pour veiller à l'application de ses lois de lutte contre la traite des personnes. La loi n° 210 de Djibouti relative à la lutte contre le trafic des êtres humains, promulguée en décembre 2007, interdit tant le travail forcé que la traite à des fins sexuelles, mais ne distingue pas comme il le faudrait la traite des personnes du trafic illicite de migrants étrangers. Elle prévoit la protection des victimes sans distinction d'origine ethnique, de sexe ou de nationalité et l'imposition de peines allant de deux à cinq ans de prison, sanctions

suffisamment sévères, mais pas à la mesure de celles prévues pour les infractions graves, telles que le viol. La loi n° 111 relative à la lutte contre le terrorisme et autres infractions graves, de 2011, a accru les peines pour les porter à 10 ans de prison pour les crimes de traite des personnes et définit ces crimes de manière appropriées, conformément au droit international.

Le gouvernement a signalé avoir déployé des efforts de répression face à des crimes potentiels de traite des personnes et a obtenu notamment une condamnation à ce titre en 2013. Dans l'affaire en question, en vertu des dispositions relatives à la délinquance, au proxénétisme et à l'abus de pouvoir, le tribunal a conclu à la culpabilité d'un contrevenant qui avait forcé ses employées à se prostituer sous la menace d'une mise à pied ; l'accusé avait également exigé que son personnel recrute des enfants pour les prostituer et avait récompensé ceux qui l'avaient fait. Bien que condamné dans un premier temps à deux ans de prison en février 2013, l'accusé s'est pourvu en appel en mai 2013, a été condamné à deux ans de prison avec sursis et a été remis en liberté ; une peine de si courte durée ne saurait avoir un effet dissuasif sur d'éventuels auteurs de crimes de traite des personnes. Le gouvernement n'a pas mené d'enquêtes ni engagé de poursuites pour réprimer des actes de travail forcé ou de prostitution d'enfants au cours de la période visée par le rapport.

Un procureur adjoint était chargé de superviser toutes les poursuites judiciaires relatives à la traite des personnes. Lors de trois séances de formation financées par l'OIM et dispensé dans des locaux de l'État en 2013, il a formé 75 gendarmes, agents de police et agents de sécurité à la loi 210 et aux différences entre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Les parties prenantes locales ont estimé que le gouvernement devait intensifier ses efforts de formation des intervenants de première ligne, notamment des services de police, de l'immigration et des garde-côtes, concernant la nature de la traite des personnes et les procédures d'identification des victimes. En 2013, la police djiboutienne a conclu un partenariat avec les autorités éthiopiennes pour partager des renseignements et a appréhendé un nombre non précisé d'Éthiopiens, passeurs de ressortissants éthiopiens par Djibouti, se livrant au trafic de migrants et potentiellement à la traite de personnes. Le gouvernement n'a pas indiqué avoir entrepris d'enquêtes sur des fonctionnaires du gouvernement concernant leur complicité dans des actes de traite

des personnes, entamé de poursuites judiciaires à leur rencontre, ni en avoir sanctionnés.

Protection

Les efforts du gouvernement pour protéger les victimes de la traite des personnes sont restés insuffisants et les autorités djiboutiennes n'ont pas signalé avoir identifié de telles victimes en 2013. Les autorités ne disposaient toujours pas d'un système formel d'identification proactive des victimes de la traite au sein des populations à haut risque, comme les migrants sans papiers ou les personnes arrêtées pour prostitution. Les descentes de police, les détentions et les expulsions de résidents non djiboutiens, y inclus d'enfants, sont restées choses courantes. Parmi les étrangers sans papiers, le gouvernement s'est concentré sur la détermination de leur pays d'origine et sur leur expulsion, sans procéder à un dépistage systématique de victimes de la traite au sein de cette population. Les autorités djiboutiennes ont fourni des services de base aux migrants africains en situation de crise, notamment en leur fournissant de la nourriture et des soins d'urgence en consultation externe pour des problèmes liés à la déshydratation, à la grossesse et à des blessures survenues lors de leur voyage. En raison de l'absence de procédures officielles de dépistage, on ne sait pas si des victimes de la traite se trouvant parmi cette population migrante ont bénéficié des services fournis. Les pouvoirs publics ont incarcéré des enfants prostitués et des enfants des rues, y inclus des victimes éventuelles de la traite, à la suite d'opérations de police destinées à « nettoyer » les rues en prévision de jours fériés ou d'événements nationaux ; après leur détention, les enfants, s'il avait été déterminé qu'ils étaient de nationalité éthiopienne ou somalienne, étaient transportés à Ali Sabieh, près de la frontière éthiopienne, où ils étaient abandonnés, ce qui les exposait à redevenir victimes de la traite.

Il n'y avait pas de politique officielle en place pour encourager les victimes à participer aux enquêtes. Bien que les pouvoirs publics aient mis en œuvre un programme accordant une autorisation de séjour aux migrants éthiopiens sans papiers, population vulnérable à la traite des personnes à Djibouti, ils n'ont pas offert aux victimes étrangères de la traite d'autres possibilités légales que leur expulsion vers des pays où elles pourraient être exposées à des difficultés ou à des représailles. Le ministère de l'Intérieur, organisme chargé de la protection des

réfugiés, et l'ambassade d'Éthiopie ont collaboré pour assurer le retour volontaire dans leur pays de 417 ressortissants éthiopiens se trouvant à Djibouti en 2013 ; selon les estimations de l'OIM, on comptait dans ce groupe 50 victimes de la traite des personnes, mais il n'y avait pas d'informations indiquant s'il s'agissait de victimes de travail forcé ou de traite sexuelle.

Prévention

Bien que le gouvernement ait établi son plan d'action national sous forme définitive, ses efforts concrets de prévention de la traite des personnes ont été minimes dans l'ensemble. Le groupe de travail précédemment établi sous la direction du ministère de la Justice a été dissous et remplacé par une équipe de plus haut niveau ; toutefois, le manque de coordination interministérielle en matière de lutte contre ce crime est resté préoccupant. Par ailleurs, des responsables gouvernementaux ont examiné des matériels de sensibilisation et contribué à leur développement par l'OIM, lesquels ciblaient les candidats à la migration et les migrants déjà en transit ; ces matériels portaient sur les différences entre la traite des personnes et le trafic de migrants ainsi que sur les dangers de la migration clandestine et indiquaient les numéros de téléphone des services d'urgence à Djibouti. À la fin de la période visée par le rapport, ces matériels avaient été imprimés mais n'avaient pas été diffusés. Le gouvernement n'a pas coordonné d'activités de sensibilisation au cours de la période visée par le rapport. Les autorités auraient arrêté des clients de prostituées, mais elles n'ont pas pris, que l'on sache, d'autres mesures visant à réduire la demande d'actes sexuels tarifés ni déployé d'efforts pour réduire la demande de travail forcé. Le gouvernement a fourni aux troupes djiboutiennes une formation sur la lutte contre la traite avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix, mais cette formation a été dispensée par un bailleur de fonds étranger.